



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/CONF.165/PC.1/7
6 janvier 1994

FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

**COMITE PREPARATOIRE DE LA
CONFERENCE DES NATIONS UNIES
SUR LES ETABLISSEMENTS HUMAINS
(HABITAT II)**

Première session
Genève

11-22 avril 1994

Points 3 et 6 de l'ordre du jour

Préparatifs au niveau national
Projets de monographies et projet
de présentation des programmes et
sous-programmes du Plan d'action

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES ETABLISSEMENTS HUMAINS
SUR LES TRAVAUX DE SA QUATORZIEME SESSION
26 AVRIL -5 MAI 1993**

Note du secrétariat

1. A sa quatorzième session, tenue à Nairobi (Kenya) du 26 avril au 5 mai 1993, la Commission des établissements humains a adopté la résolution 14/20 intitulée "Préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)" dans laquelle elle a notamment prié le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) de transmettre au Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) le rapport du Directeur exécutif intitulé "Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II): questions de fond et projet de principes directeurs pour les préparatifs et la présentation des rapports au niveau national", tel que revu par la Commission.
2. On trouvera donc ci-annexé pour examen par le Comité préparatoire un exemplaire de la résolution 14/20 de la Commission ainsi que du rapport susmentionné, tel que revu par la Commission. Ce rapport contient les recommandations de la Commission des établissements humains sur les questions de fond que devra aborder Habitat II et le projet de principes directeurs pour les préparatifs et la présentation des rapports au niveau national. Un appendice contenant des projets de lignes directrices et de contenu des rapports nationaux et des rapports thématiques mondiaux pour Habitat II est également joint.
3. Le Comité préparatoire souhaitera peut-être adopter les recommandations de la Commission des établissements humains ainsi que les principes directeurs pour la préparation et la présentation des rapports au niveau national et l'établissement des rapports thématiques mondiaux pour Habitat II.

14/20. Préparatifs de la Conférence des Nations Unies
sur les établissements humains (Habitat II)

La Commission des établissements humains,

Rappelant les recommandations adoptées par Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, tenue en 1976 à Vancouver (Canada), la résolution 43/181 de l'Assemblée générale, du 20 décembre 1988, sur la Stratégie mondiale du logement jusqu'en l'an 2000 et les résolutions de l'Assemblée 46/164, du 19 décembre 1991, et 47/180, du 22 décembre 1992, sur la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II),

Notant avec appréciation la décision prise par le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), à sa session d'organisation, qui met l'accent sur le rôle actif que la Commission des établissements humains peut jouer à l'appui du travail du Comité préparatoire,

Rappelant que le Comité préparatoire a invité la Commission à présenter à sa quatorzième session des recommandations sur des questions de fond à traiter à la Conférence, conformément à la résolution 47/180 de l'Assemblée générale et

/...

compte tenu des débats sur ces questions qui ont eu lieu à la session d'organisation du Comité préparatoire,

Rappelant également que le Comité préparatoire a invité la Commission à élaborer des principes directeurs pour permettre aux Etats d'adopter une approche harmonisée dans leurs préparatifs et leurs rapports,

Reconnaissant que le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) est particulièrement préparé à promouvoir les tâches et les buts de la Conférence,

Notant avec satisfaction que des activités de recherche et d'information spécifiquement conçues pour soutenir le processus préparatoire de la Conférence ont déjà été inscrites dans le programme de travail du Centre pour la période biennale 1994-1995,

Soulignant le but ultime de la Conférence qui est d'améliorer le cadre de vie de tous sur une base durable, en tenant compte en particulier des besoins et des contributions de la femme et des groupes sociaux vulnérables,

Considérant que la Conférence sera un événement central dans les activités des Nations Unies orientées vers ce but et qu'ainsi elle appuiera les travaux effectués et les résultats obtenus dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, où des interdépendances vitales ont été identifiées entre le développement des établissements humains et l'état de l'environnement naturel,

Consciente du fait que la Stratégie mondiale du logement jusqu'en l'an 2000 est le programme des Nations Unies visant à assurer un logement convenable à tous grâce à une approche de facilitation, et que la communauté internationale a renouvelé son attachement à la Stratégie dans le programme Action 21^e adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement,

Profondément préoccupée par la pauvreté urbaine et rurale, source de misère et de souffrance humaine pour de larges secteurs de la population, en particulier pour les femmes et les enfants, et qui représente une perte de ressources humaines précieuses et constitue une des causes profondes de la détérioration du cadre bâti et du milieu naturel,

Convaincue que l'accès à un logement sûr et sain et aux équipements et services de base est indispensable au bien-être physique, psychologique, social et économique de l'individu et que le développement du logement grâce à une approche de facilitation peut constituer une contribution importante à l'économie nationale,

Sachant que la transition urbaine est un processus démographique, économique et social irréversible qui peut être un instrument important d'un développement économique et spatial équilibré et atténuer la forte pression sur des terres agricoles limitées,

Pleinement consciente de l'état alarmant de l'environnement urbain dans de nombreuses villes, grandes et petites, et dans de nombreuses régions, ainsi que

le montrent la congestion, la pollution, la pauvreté omniprésente et la dégradation générale,

Reconnaissant que la gestion efficace du passage de la campagne à la ville et le développement individuel d'établissements jouent un rôle essentiel dans les efforts déployés pour minimiser les risques et maximiser les avantages de l'urbanisation et assurer un cadre de vie sûr et sain,

Reconnaissant aussi que la gestion efficace des métropoles, où réside dans de nombreux pays une grande partie de la population urbaine et qui contribuent notablement au développement économique, technique, culturel et social, nécessite des arrangements spéciaux et de participation du fait de l'ampleur des problèmes et des ressources nécessaires et de la complexité des situations politico-administratives,

Soulignant la nécessité d'étudier ces questions dans le contexte d'un programme spécifiant aussi les objectifs, les calendriers et les arrangements de suivi et d'évaluation de l'action, et où figurent des propositions concernant les réorganisations institutionnelles indispensables et la mobilisation des ressources qui sont nécessaires,

Réitérant son désir de jouer un rôle actif dans les préparatifs de la Conférence et le vif intérêt qu'elle porte à ces préparatifs,

1. Accueille avec satisfaction le rapport du Directeur exécutif relatif aux préparatifs de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)², qui fournit une base des plus utiles pour préparer le programme et les procédures de la Conférence;
2. Prie le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) de transmettre au Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) le rapport précité, annexé à la présente résolution, tel qu'il a été revu par la Commission;
3. Prie le Directeur exécutif d'établir la mesure dans laquelle les principes directeurs énoncés dans l'appendice à l'annexe ci-après sont applicables aux rapports nationaux et thématiques mondiaux par la mise sur pied, entre autres, de groupes de travail spéciaux;
4. Recommande que le programme de la Conférence soit axé sur les principaux défis et problèmes à venir dans le domaine des établissements humains et du développement durable, sur la mise en oeuvre des programmes résultant d'Action 21^o, sur la coordination internationale de stratégies d'aménagement du territoire et des projets de développement, et sur le renforcement de la base de la coopération internationale dans le domaine des établissements humains;
5. Décide d'examiner, à sa quinzième session, l'examen à mi-parcours de la Stratégie mondiale du logement jusqu'en l'an 2000 que le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) doit effectuer pour la

² HS/C/14/14/Add.1.

Conférence, comme l'a demandé l'Assemblée générale, et recommande que cet examen soit complété par les résultats de l'évaluation de la Stratégie mondiale que le Comité préparatoire doit effectuer à sa deuxième session consacrée à des questions de fond;

6. Recommande aussi que la participation aux travaux préparatoires, aux niveaux national et international, soit aussi large que possible et englobe les organisations non gouvernementales, les administrations locales, les communautés et le secteur privé;

7. Encourage et préconise l'organisation d'un forum sur les thèmes de la Conférence par les organisations non gouvernementales, les associations privées et publiques et d'autres groupes intéressés;

8. Invite les gouvernements à établir, dès que possible, des centres nationaux de liaison chargés de coordonner les activités nationales préparatoires à la Conférence et d'assurer la liaison avec le Secrétaire général de la Conférence, et propose, pour ce faire, de s'inspirer des centres de liaison mis en place pour la Stratégie mondiale du logement jusqu'en l'an 2000;

9. Prie le Directeur exécutif de formuler des directives à l'intention des centres nationaux de liaison, notamment pour :

a) La préparation des rapports nationaux à établir pour la Conférence, comme indiqué dans la présente résolution;

b) La participation, entre autres, des organisations non gouvernementales, du secteur privé, des organismes publics locaux et des associations d'intérêt particulier;

c) L'information à l'échelon national sur les questions relatives aux établissements humains dans une perspective mondiale et sur les objectifs spécifiques de la Conférence;

10. Recommande en outre que, pour faciliter la tâche du secrétariat spécial de la Conférence, qui fait partie des structures du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), tous les travaux pertinents effectués par la Commission du développement durable et d'autres organes des Nations Unies soient mis à profit autant que possible;

11. Prie tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et les observateurs de participer activement aux préparatifs de la Conférence;

12. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de nommer d'urgence un secrétaire général de la Conférence, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 47/180;

13. Prie le Directeur exécutif de fournir, dans les limites des ressources disponibles, un soutien au processus préparatoire au niveau des pays et à l'échelon régional en réponse aux demandes des gouvernements, en tenant dûment compte des mécanismes régionaux de coordination;

14. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quinzième session un point intitulé "Préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)" et confirme qu'elle est prête à examiner, entre autres, tous les sujets qui pourront lui être renvoyés par le Comité préparatoire;

15. Prie le Directeur exécutif de porter la présente résolution, ainsi que l'annexe et l'appendice ci-après, à l'attention du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II);

16. Recommande aux gouvernements d'entreprendre au niveau national leurs travaux préparatoires à la Conférence conformément aux propositions énoncées, sous réserve de la décision finale du Comité préparatoire.

7e séance plénière
5 mai 1993

Annexe

Conférence des Nations Unies sur les établissements humains
(Habitat II) : questions de fond et projet de principes
directeurs pour les préparatifs et la présentation des
rapports au niveau national

I. GENERALITES ET RESUME

1. Au cours de sa première session d'organisation qui s'est tenue du 3 au 5 mars 1993, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) a décidé d'inviter la Commission des établissements humains à sa quatorzième session "à formuler à l'intention du Comité préparatoire... des recommandations intégrées sur les questions de fond à aborder à la Conférence, conformément à la résolution 47/180 de l'Assemblée générale, et compte tenu des délibérations consacrées à ces questions lors de la session d'organisation du Comité préparatoire" et de "rédiger un projet de principes directeurs que le Comité préparatoire examinera et adoptera à sa première session, visant à permettre aux Etats d'harmoniser leurs préparatifs et la présentation de leurs rapports"^{aa}.

2. Le présent rapport a été établi afin de fournir à la Commission une base de délibérations pour les deux questions susmentionnées. Il est composé d'une introduction et de deux parties. L'introduction vise à souligner l'importance de la Conférence et à suggérer des principes directeurs qui pourraient renforcer l'impact positif du processus préparatoire de la Conférence pour les différents pays et la communauté mondiale. La première partie contient des recommandations spécifiques sur les thèmes centraux dans le cadre desquels les questions de fond pourraient être recoupées. La seconde partie présente une série de critères pour l'organisation et le soutien des activités préparatoires nationales.

^{aa} Voir A/48/37, par. 22.

3. Le présent document est présenté, tel qu'il a été révisé, au Comité préparatoire de la Conférence en tant qu'annexe à la résolution 14/9 de la Commission.

II. INTRODUCTION

4. "Un développement durable signifie une amélioration de la qualité de la vie pour tous. Il n'est pas possible d'y parvenir dans un monde où plus d'un milliard de gens vivent dans la pauvreté absolue. Il est inacceptable et même inhumain de parler de durabilité écologique à long terme sans considérer les problèmes à court terme de simple survie pour une partie si importante de l'humanité." Cette déclaration que la Commission a faite siennée en avril 1991 en même temps que le rapport intitulé Population, établissements humains, environnement et développement a donné le ton pour la contribution des établissements humains à la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement. Cette conférence a reconnu l'importance et la contribution des établissements humains à l'environnement et au développement et son plan d'action général, "Action 21", sert maintenant de référence pour les politiques et les mesures que devront adopter l'ensemble du système des Nations Unies et les gouvernements qu'il représente.

5. L'objectif général en matière d'établissements humains figurant dans "Action 21" consiste

"à améliorer, du point de vue social, économique et écologique, la qualité de ces établissements et les conditions de vie et de travail de tous, en particulier des pauvres des zones urbaines et rurales. Ces améliorations devraient reposer sur des activités de coopération technique, sur l'instauration de liens d'association entre les secteurs public, privé et communautaire et sur la participation au processus décisionnel des groupes communautaires et de groupes d'intérêt spéciaux tels que les femmes, les peuples indigènes, les personnes âgées et les handicapés. Ces approches devraient constituer les principes de base des stratégies suivies en matière d'établissements humains nationaux... En outre, les pays devraient prendre les mesures appropriées pour suivre l'impact de leurs stratégies sur les groupes marginaux et privés du droit de vote, en s'attachant tout particulièrement aux besoins des femmes."^{bb}

A. Pourquoi une conférence des Nations Unies sur les établissements humains?

6. Le XXe siècle a été le témoin d'un accroissement exponentiel des richesses grâce à la mise au point de toute une série de nouvelles technologies et de nouveaux processus de production. Les progrès de la science et de la médecine ont permis une amélioration générale de la santé et de l'espérance de vie. Ce siècle a également vu les diverses expériences menées au niveau des structures sociales, économiques et politiques pour offrir aux gens de meilleures conditions de vie. C'est cependant au cours de la présente décennie que l'on

^{bb} Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8), vol. I : Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe II, par. 7.4.

assistera à la croissance démographique la plus importante que la planète ait jamais connue ou connaîtra jamais en l'espace de 10 ans.

7. En cette période de transition capitale entre le XXe et le XXIe siècle, les établissements humains - ces lieux où nous vivons tous et qui, quelle que soit la façon dont on les transformera, accueilleront les générations à venir - retiennent l'attention du monde entier. Des phénomènes comme l'exode rural généralisé, l'émergence d'un nombre de villes géantes sans précédent dans l'histoire de notre civilisation, le nombre croissant de femmes, d'hommes et d'enfants pauvres vivant dans des conditions ambiantes effroyables, les problèmes apparemment insolubles que constituent la fourniture d'un logement décent, de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de transport à tous les êtres humains de cette planète et les problèmes sociaux de plus en plus graves que sont le phénomène des sans-abri, le chômage et l'incertitude ont cessé d'être l'apanage du monde en développement et ne sont plus seulement la préoccupation des organismes gouvernementaux et des institutions internationales spécialisés; ils retiennent maintenant l'attention des médias nationaux et internationaux, des établissements d'enseignement et de recherche, du monde des affaires et, ce qui est plus important encore, celles des hommes et des femmes de bonne volonté du monde entier.

8. La Conférence Habitat se tiendra à un moment clef de l'histoire et permettra d'exploiter les outils scientifiques, technologiques et organisationnels susceptibles d'améliorer le cadre de vie de tous. C'est également pour ceux qui travaillent au Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) l'occasion de relever un défi unique. La Conférence sera l'occasion historique de documenter comme on ne l'avait jamais fait jusqu'à présent la nature, la portée et l'importance des problèmes d'établissements humains que l'humanité connaît actuellement dans un monde en pleine urbanisation; de comprendre où elle a fait fausse route; de documenter et d'analyser les nombreuses choses positives qui lui sont arrivées; d'identifier les chances qui s'offrent à elle et d'envisager sur la base de ces données nouvelles un monde meilleur que nous pourrons édifier tous ensemble en respectant pleinement l'identité culturelle de chacun.

9. Le présent document constitue une contribution initiale face à ce défi. Il se fonde sur la réflexion, les idées et les suggestions d'experts du CNUEH (Habitat) qui, dans le cadre de leurs fonctions, ont l'occasion de travailler aux quatre coins de la planète et dans tous les secteurs du développement des établissements humains - politiques, planification, gestion, infrastructures, logement, assainissement, énergie, transport, mise en valeur des ressources humaines et questions relatives aux femmes. C'est également un message et un appel à la coopération lancés au monde et au Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) (CNUEH) : à tous ceux qui, dans leurs différents domaines de compétences, s'efforcent d'améliorer notre cadre de vie et partagent l'espoir d'un monde meilleur pour les enfants d'aujourd'hui et de demain.

10. C'est suite à l'invitation faite à la Commission des établissements humains de contribuer aux travaux préparatoires de la Conférence en formulant des questions de fond pour son futur plan d'action et en rédigeant des principes directeurs permettant aux Etats de préparer la Conférence que le présent

/...

document a été établi. Nous espérons sincèrement que dans sa brièveté, il constituera une base solide pour les travaux de la Commission.

B. Nécessité d'un nouvel ordre du jour

11. Ces nouvelles questions soulignent combien il est urgent d'adopter en matière d'établissements humains un nouvel ordre du jour se basant sur trois objectifs essentiels :

- a) Se faire une idée positive du monde urbanisé de l'avenir afin que les principes et mesures adoptés soient tournés vers le futur;
- b) Gérer les établissements humains de toutes tailles de façon plus efficace afin de mettre un terme à la détérioration sociale et physique du cadre de vie;
- c) Replacer les établissements humains dans un cadre macro-économique et social afin de mieux comprendre le rôle clef que les investissements dans les établissements peuvent jouer pour favoriser un développement social équitable et la croissance économique et améliorer la qualité de vie.

12. La Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et son processus préparatoire peuvent permettre :

- a) A la communauté internationale de reconnaître que le développement des établissements humains constitue une dimension stratégique intersectorielle du processus de développement;
- b) Aux gouvernements, aux donateurs et aux organismes de crédit de réorienter leurs interventions pour les adapter à un monde en pleine urbanisation;
- c) De redéfinir le rôle du CNUEH (Habitat) et de renforcer sa capacité de relever de façon adéquate les défis mondiaux, nationaux et locaux en matière d'établissements humains au cours des deux prochaines décennies;
- d) De recommander des modalités d'organisation appropriées, au sein de l'ONU, pour assurer la mise en oeuvre et le suivi du plan d'action mondial.

C. Principes directeurs pour le processus préparatoire

13. Nous devons en premier lieu définir l'objectif d'Habitat II en des termes que tout le monde puisse comprendre et susceptibles de mobiliser la bonne volonté, l'énergie et l'imagination de la communauté internationale. Habitat II ne peut pas constituer une célébration. Il y a peu de raisons de célébrer le fait que davantage de gens vivent dans la misère qu'il y a 20 ans; qu'un nombre plus important de femmes, d'hommes et d'enfants vit aujourd'hui dans des logements insalubres et précaires que jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité; qu'il est de plus en plus difficile pour les établissements du monde aussi bien développé qu'en développement d'offrir à l'ensemble de leurs habitants des conditions sociales, économiques et en particulier écologiques acceptables. Tous ces problèmes s'aggravent dans les zones urbaines et sont de plus en plus nets dans les grandes agglomérations en pleine expansion. Les

/...

ville, la pauvreté et l'environnement sont des réalités que chacun comprend : elles sont respectivement des questions, des problèmes et des valeurs qui sont notre lot commun et auxquels nous nous identifions tous.

14. En deuxième lieu, nous devons faire prendre conscience des problèmes aux gens. Habitat II, comme d'autres conférences des Nations Unies, est convoqué par les gouvernements pour les gouvernements mais ces derniers, et cela constitue une réalité nouvelle partout dans le monde, doivent en dernier ressort répondre de leurs actes devant les citoyens. La portée et la gamme des mesures que peuvent prendre les administrations centrales elles-mêmes sont beaucoup plus limitées. Elles peuvent cependant se révéler puissantes et amplifier l'impact de mesures législatives, réglementaires et promotionnelles qu'elles adoptent en mobilisant les populations au niveau local; en agissant selon des stratégies bien déterminées plutôt qu'en contrôlant aveuglément; en ayant l'humilité de comprendre et la volonté de surmonter de façon humaine et par conséquent intelligente les obstacles qui se dressent. Si nous pouvons utiliser Habitat II pour faire prendre conscience aux gens des problèmes aux niveaux mondial, national et local et ainsi tirer parti des options positives existantes, nous mettrons en route des processus dont les effets bénéficiaires se feront sentir bien au-delà de la Conférence de 1996 elle-même.

15. En troisième et dernier lieu, nous devons nous faire une idée véritablement mondiale des problèmes cruciaux en matière d'établissements humains et des façons d'y remédier. Pendant trop longtemps, nous sommes partis de l'hypothèse que le Nord avait tout à enseigner et le Sud tout à apprendre. Nous devons commencer à penser en termes de réciprocité. Il y a beaucoup de choses que le Nord peut partager avec le Sud pour ce qui est des expériences nationales et locales en matière de planification, de développement et de gestion des établissements humains et d'approches transparentes et faisant appel à la participation en ce qui concerne la prise de décisions et le développement local. Le Sud peut cependant également nous donner beaucoup de leçons. Ainsi, l'un des défis au cours du processus préparatoire est-il de documenter également des expériences novatrices et réussies et d'utiliser ce processus pour mettre en place à l'échelon de la planète les moyens permettant d'identifier, de documenter et d'échanger des expériences de façon continue en accordant une attention toute particulière aux mesures prises aux échelons local et communautaire. Ce sera là l'occasion de prendre un bon départ et de ne pas nous essouffler sitôt la Conférence terminée.

III. QUESTIONS DE FOND

16. Parmi les objectifs de la Conférence, tels qu'ils figurent dans le dispositif de la résolution 47/180 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1992, figure notamment l'adoption d'une "déclaration générale de principes et d'engagements" et d'un "plan d'action mondial pour orienter les programmes nationaux et internationaux jusqu'à l'an 2020". Un plan d'action de ce type devra prévoir : des directives en vue d'adopter des politiques et stratégies nationales en matière d'établissements humains contribuant à supprimer la pauvreté dans les zones urbaines et rurales; à promouvoir un développement économique durable; des programmes et sous-programmes permettant de mettre en oeuvre les éléments pertinents d'"Action 21" afin de promouvoir un développement écologiquement durable; des propositions visant à mobiliser sur les plans national et international les ressources humaines, financières et

/...

techniques des secteurs privé et public en vue d'appliquer les programmes prévus dans "Action 21"; et des mesures de renforcement des institutions et mécanismes nationaux, urbains et municipaux visant à promouvoir le développement des établissements humains.

17. Les débats qui ont eu lieu lors de la session d'organisation du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) ont aussi permis de définir une série de questions spécifiques qui sont la confirmation de préoccupations déjà exprimées dans la résolution 47/180, la reformulation de questions déjà évoquées ou des points nouveaux. Elles ont été résumées par le Président de la façon suivante :

- a) Mise en oeuvre de la Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000 et des éléments relatifs aux établissements humains d'"Action 21", notamment en ce qui concerne les questions de technologies;
- b) Elimination de la pauvreté - questions touchant la pauvreté en milieu urbain et rural et les établissements humains;
- c) Plan d'action général basé sur le renforcement des capacités et l'approche de facilitation;
- d) Politiques du logement et financement - réglementation concernant le logement, la construction et la gestion de l'utilisation des sols et rôle du secteur privé;
- e) Promotion des investissements en tant que contribution à la croissance économique, à l'emploi et l'amélioration de la qualité de vie;
- f) Politiques économiques et spatiales et stratégies de développement pour les établissements humains ruraux et urbains, interaction durable entre ces derniers, liens entre les deux types d'établissements et interdépendance;
- g) Contribution des villes au développement durable global.

A. Principes directeurs

18. Les décisions de l'Assemblée générale et les vues exprimées lors de la session d'organisation du Comité préparatoire indiquent que les gouvernements attendent de la Conférence Habitat II qu'elle propose des politiques relatives aux établissements humains et aux villes novatrices, facilitatrices et à même de promouvoir une croissance économique durable, d'atténuer la pauvreté et d'améliorer le cadre de vie urbain. Ils souhaitent également qu'elle aborde :

a) l'intégration et la participation des pauvres des villes et des campagnes à la vie politique, sociale et économique des établissements humains et b) le renforcement des capacités aux niveaux communautaire, local et national en vue d'améliorer la gestion des établissements humains et de mettre réellement en oeuvre des politiques nationales de développement des établissements humains. Enfin il est évident que la question des ressources - humaines, financières et technologiques - devra être une préoccupation capitale lors de la Conférence Habitat II, compte tenu en particulier de la nécessité d'utiliser ces ressources limitées plus efficacement.

B. Thèmes proposés

19. Il se dégage, sur cette toile de fond, deux thèmes centraux essentiels dont l'examen, par Habitat II, permettra d'aider les communautés nationales à se polariser sur les questions d'urbanisation, d'établissements humains et de logements :

a) Des établissements humains viables dans un monde en pleine urbanisation;

b) Un logement convenable pour tous.

20. Des suggestions concernant l'élaboration de rapports thématiques de portée nationale ou mondiale sur les sujets ci-dessus sont reproduites en appendice au présent texte.

IV. PROCESSUS PREPARATOIRE AU NIVEAU NATIONAL

A. Comment ce processus bénéficiera aux pays

21. Le processus préparatoire est conçu pour renforcer les capacités en fournissant aux communautés nationales l'occasion de revoir leurs politiques et stratégies et d'utiliser des instruments ad hoc fournis par le secrétariat de la Conférence Habitat II et les divers organismes des Nations Unies qui apportent leur collaboration tant pour améliorer la gestion des établissements humains que pour en suivre les progrès de façon régulière et au-delà de la Conférence elle-même. Le processus préparatoire peut permettre :

a) L'adoption de politiques et stratégies de développement sectorielles et intersectorielles plus efficaces en établissant des liens entre la gestion des établissements humains et l'ordre du jour socio-économique;

b) Une participation et un engagement accrus des acteurs à tous les niveaux pour mettre en oeuvre ces politiques et stratégies et favoriser la mobilisation des ressources locales;

c) Des investissements précis permettant la mise en place de mécanismes de mise en oeuvre plus durables aux niveaux communautaire, local et national.

22. Ce processus pourrait se traduire notamment par :

a) Un engagement national de mettre en oeuvre des plans d'action concernant l'ensemble du pays;

b) Des processus faisant appel à la participation visant à identifier les questions et à formuler des directives en matière de développement des établissements humains;

c) Une série d'indicateurs permettant aux pays de faire une évaluation générale de leurs établissements humains, de concevoir des politiques et stratégies appropriées et de mesurer leur impact sur l'amélioration des conditions de vie dans les établissements humains;

/...

- d) Des rapports nationaux présentant :
 - i) Une série d'options stratégiques et de plans d'action nationaux permettant d'aborder les questions prioritaires suivantes :
 - a) politiques et stratégies pour un monde en urbanisation;
 - b) démocratisation et renforcement des capacités; c) investissements dans un développement durable des établissements humains;
 - ii) Des expériences faites en utilisant des approches novatrices de la gestion des établissements humains.

B. Principes directeurs

23. Les principes directeurs concernant le processus préparatoire sont les suivants :

- a) Les activités menées au niveau national pourraient donner lieu à un forum mondial d'idées et d'expériences réussies en matière de développement et de gestion des établissements humains;
- b) Le processus préparatoire de la Conférence devrait avoir une base nationale bien établie et fournir aux pays des instruments leur permettant d'évaluer les problèmes et défis auxquels ils sont confrontés;
- c) La participation devrait être importante et les acteurs clefs suivants intervenir dès le début :
 - i) Les responsables communautaires;
 - ii) Les responsables municipaux, les personnalités éminentes, les politiciens nationaux et locaux, les maires, les conseillers;
 - iii) La communauté des ONG;
 - iv) Le monde des affaires;
 - v) Les experts en matière d'établissements humains des secteurs public et privé.

De façon idéale, chacun de ces groupes devrait participer à l'ensemble du processus préparatoire, tant au niveau national qu'à celui du Comité préparatoire lui-même.

C. Modalités

24. Préparatifs et participation à l'échelon national. Les initiatives suivantes pourraient grandement faciliter les préparatifs à l'échelon national et inciter les pays à s'engager à prendre des mesures de suivi :

- a) Un rôle facilitateur au niveau de gouvernement le plus élevé possible (le cabinet du Président ou son équivalent est suggéré) fournirait l'élan et les principes directeurs nécessaires à la mise en oeuvre du processus préparatoire. Il garantirait le succès dudit processus, permettrait l'élaboration de

/...

recommandations et de suggestions concrètes visant à améliorer l'efficacité des mesures de suivi prises au niveau national ainsi qu'un soutien extérieur plus efficace;

b) Il serait bon de créer un groupe d'étude/comité directeur auquel participeraient tous les acteurs clefs afin de coordonner les préparatifs nationaux.

25. Renforcement des processus faisant appel à la participation et organisation de consultations nationales. Des membres de chacun des cinq groupes clefs d'acteurs susmentionnés pourraient être identifiés et invités à mobiliser ceux qu'ils représentent afin de contribuer aux étapes suivantes du processus préparatoire :

a) Ces représentants pourraient procéder à une évaluation préliminaire personnelle des questions de développement des établissements humains servant de base à des consultations locales et nationales;

b) Ils pourraient organiser des consultations locales ou nationales afin de parvenir à un consensus sur les questions prioritaires et les diverses possibilités d'action future;

c) Le groupe d'étude/comité directeur pourrait faciliter les consultations locales et nationales afin de débattre des résultats obtenus et de faire prendre conscience des problèmes;

d) Le processus consultatif pourrait se traduire par un forum national des établissements humains fournissant l'élan nécessaire à la mise en oeuvre des plans d'action locaux et nationaux au-delà de 1996.

26. Utilisation des indicateurs relatifs aux établissements humains. Le secrétariat de la Conférence Habitat II pourrait mettre au point et fournir aux groupes de travail/comités directeurs une série d'indicateurs et d'autres instruments ad hoc en vue de les aider à évaluer les conditions de vie dans les établissements humains, mettre au point les politiques et stratégies appropriées et mesurer leur impact sur l'amélioration des établissements humains. Ces indicateurs et outils pourraient constituer une méthodologie commune pour les rapports nationaux devant être présentés à la Conférence et fournir en même temps l'"approche harmonisée" que demande la résolution 47/180.

27. Etablissement des rapports nationaux.

a) Les rapports nationaux pourraient être établis par le groupe de travail/comité directeur. Ce dernier y ferait figurer les conclusions auxquelles il a pu parvenir à l'issue du processus consultatif, et présenterait l'idée que le pays se fait des défis à venir et les options stratégiques qui s'offrent à lui pour les relever;

b) Afin d'harmoniser les rapports nationaux et de permettre l'échange de données d'expérience entre pays, les rapports devraient s'articuler autour des trois thèmes centraux suggérés précédemment;

c) S'il n'est pas possible de présenter une vue commune des défis et options en matière de développement des établissements humains, il est proposé d'accompagner les rapports nationaux de présentations complémentaires sur les vues, les options et les stratégies divergentes;

d) Pour présenter les expériences réussies, il serait bon d'utiliser des médias différents selon le sujet traité et ce, afin d'améliorer l'efficacité des communications.

D. Soutien aux préparatifs nationaux

28. L'une des tâches du secrétariat de la Conférence Habitat II, en attendant les décisions du Comité préparatoire, sera de mobiliser et de fournir un soutien extérieur au processus préparatoire au niveau des pays afin de répondre aux requêtes émanant des gouvernements. Le secrétariat fera en particulier appel aux programmes et initiatives en cours pertinents du système des Nations Unies pour obtenir le financement et l'assistance technique nécessaires aux activités nationales, notamment à la mise en oeuvre des indicateurs relatifs aux établissements humains, à l'analyse des politiques, à la documentation des expériences nationales réussies, aux séminaires et ateliers de formation et aux consultations nationales.

29. Activités régionales et sous-régionales. Le secrétariat s'efforcera d'obtenir un soutien multilatéral et bilatéral pour organiser des réunions sous-régionales portant sur les thèmes centraux de la Conférence Habitat II afin d'identifier les questions d'intérêt général et de mettre au point des cadres permettant l'organisation et la mise en oeuvre du processus préparatoire et l'échange d'idées et d'expériences. Le secrétariat coopérera également avec les commissions régionales à l'occasion de séminaires et autres manifestations organisés au niveau régional.

30. Services consultatifs. Le secrétariat établira des partenariats internationaux afin de fournir des services consultatifs de suivi ad hoc à la demande des gouvernements et d'aider ces derniers à organiser des consultations nationales, de faciliter le dialogue entre les différents groupes d'intérêts et de faire une synthèse des rapports présentés. Parmi les domaines dans lesquels les services consultatifs seront encouragés figurent :

a) La promotion des consultations, tables rondes, séminaires, ateliers, réunions d'experts, etc., à l'échelon national;

b) L'utilisation des médias;

c) L'organisation de réunions communautaires et scolaires;

d) L'organisation de concours et d'expositions nationaux.

31. Concours mondial portant sur des pratiques novatrices. Le secrétariat pourrait organiser en outre, en collaboration avec des entités lui apportant leur appui, un concours mondial portant sur des approches novatrices en matière de gestion des établissements humains dans chacun des domaines suivants :

a) Campagnes de sensibilisation (ensemble des médias);

b) Initiatives des communautés/ONG/quartiers pour améliorer les cadres de vie et de travail;

c) Mesures/initiatives de gestion prises par des autorités locales pour améliorer les infrastructures et services de base;

d) Partenariats public/privé pour le développement des établissements humains;

e) Applications des technologies informatiques à la gestion des établissements humains.

Les concurrents (particuliers, groupes ou organisations) devraient soumettre leurs propositions directement aux comités organisateurs. Les candidats sélectionnés dans chaque région (Afrique, Asie et Pacifique, Etats arabes, Europe, Amérique latine et Caraïbes, Amérique du Nord) seraient invités à participer à la Conférence. Seraient acceptés des pièces scolaires et à jouer dans la rue, des chansons, des danses, des poèmes, des livres de contes illustrés, des affiches, des vidéos, des livres d'images, des bandes dessinées, des graffiti et des études de cas. Il conviendrait de s'efforcer de faciliter la participation de personnes venant de pays en développement.

32. En attendant les décisions du Comité préparatoire, le CNUEH (Habitat) transmettra les directives préliminaires appropriées aux gouvernements et aux centres de coordination nationaux qui auront été mis en place.

V. CONCLUSIONS

33. Les considérations et idées figurant dans le présent rapport ont un seul objectif : faire de la Conférence de 1996 un succès.

34. Bien que les critères du succès soient difficiles à déterminer d'avance, on estime que trois éléments essentiels seront nécessaires : délimitation des thèmes et objectifs, réalisme et participation.

Délimitation des thèmes et objectifs

35. La Conférence ne pourra ni ne devra couvrir tous les aspects du développement social et économique. Elle sera par contre très utile si elle peut montrer comment le développement durable des établissements humains peut permettre de parvenir à cet objectif. Le présent document s'est efforcé de porter sur trois domaines principaux : politiques, démocratisation et renforcement des capacités, mobilisation des ressources et investissements.

Réalisme

36. Il sera essentiel de ne pas attendre de la Conférence qu'elle soit à même de mobiliser des ressources extérieures irréalistes. Même dans les meilleures conditions, le financement extérieur ne constitue qu'une fraction du montant total des ressources consacrées au développement des établissements humains dans tous les pays. Bien qu'un accroissement des financements extérieurs et de l'assistance au développement des établissements humains soit souhaitable, la durabilité ne peut être obtenue à moyen et à long terme qu'en utilisant le peu

de ressources extérieures disponibles de façon stratégique et catalytique. Parvenir à des définitions adéquates dans ce domaine sera un défi majeur pour la Conférence et un autre élément de son succès.

Participation

37. Par le passé, nombre de conférences des Nations Unies ont permis aux gouvernements de prendre des décisions et aux organisations non gouvernementales de tenir un forum séparé. Bien qu'il puisse encore être nécessaire pour les organisations non gouvernementales du monde entier d'utiliser la Conférence comme une occasion de se réunir et de débattre de stratégies communes, les processus faisant appel à la participation au niveau national devraient mener à une Conférence des Nations Unies sur les établissements humains : un événement capable de faire converger les vues et engagements de tous les pays en une vision, un engagement et un programme d'action mondial basé sur le consensus et la volonté constructive de parvenir à un but commun.

Appendice

Directives et contenus proposés pour les rapports nationaux et les rapports thématiques mondiaux à établir pour la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)

A. Orientation de la Conférence

1. La Conférence devrait formuler de nouvelles propositions pratiques visant à améliorer les conditions de vie dans les établissements humains en prêtant une attention particulière aux besoins et à la contribution des femmes et des groupes socialement vulnérables et défavorisés. Ces propositions auront notamment pour but de répondre au besoin de logement fondamental pour l'homme. Pour atteindre cet objectif et centrer son attention sur les questions prioritaires, la Conférence devrait articuler le plan d'action mondial autour de deux grands thèmes :

- a) Les établissements humains viables dans un monde en voie d'urbanisation;
- b) Un logement convenable pour tous.

B. Sujets proposés pour les rapports thématiques mondiaux à établir pour Habitat II

2. Il est proposé d'organiser les travaux de la Conférence en se fondant sur l'examen de deux grands rapports consacrés à ces deux thèmes. Le titre provisoire retenu pour le premier de ces rapports est le suivant : "Etablissements humains viables dans un monde en pleine urbanisation - Perspectives et propositions". Il est proposé d'y traiter les grands sujets suivants, compte tenu notamment du programme Action 21 :

- a) Examen des tendances démographiques, de l'urbanisation et des métropoles au niveau mondial;

b) Liens entre les zones rurales et les zones urbaines, l'aménagement du territoire, stratégies pour la gestion de la transition urbaine, en particulier dans le cas des métropoles;

c) L'économie urbaine, en rapport avec les résultats macro-économiques, la dépaupérisation, l'emploi et la création de revenus;

d) Environnement urbain : incidences mondiales, stratégies de développement durable, fourniture d'infrastructures et de services de base;

e) Ampleur des pénuries et du dénuement, groupes vulnérables, traitement égal des deux sexes, prestation de services en faveur des personnes non desservies;

f) Gestion urbaine, renforcement des capacités, mobilisation des ressources humaines, financières et techniques, décentralisation, coalitions entre les secteurs public et privé.

3. Le titre provisoire proposé pour le deuxième grand rapport est le suivant : "Un logement convenable pour tous". On y examinerait l'application des recommandations d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat I), eu égard en particulier à la Stratégie mondiale du logement jusqu'en l'an 2000. Il est proposé d'y traiter les grands sujets suivants :

a) Bilan mondial du logement, notamment du point de vue des deux sexes, et ses incidences;

b) Application des recommandations d'Habitat I et examen et révision de la Stratégie mondiale;

c) Disponibilité, coût, accessibilité et qualité du logement, du terrain et des services connexes;

d) Rôle du logement dans l'ajustement structurel, importance économique de la fourniture de logements;

e) Prévention des catastrophes, matériaux de construction et fourniture des infrastructures technologiques;

f) Indicateurs du logement, ampleur des pénuries et du dénuement, groupes vulnérables, prestation de services en faveur des personnes non desservies;

g) Dispositifs institutionnels, renforcement des capacités, mobilisation des ressources, financement, subventions et réglementations.

4. Ces deux rapports contiendraient des recommandations concernant à la fois les politiques générales et leur application, qui serviraient de base pour la déclaration et le plan d'action mondial. Ils seraient établis principalement d'après les rapports nationaux rédigés en fonction des directives énoncées dans le présent rapport et des travaux des réunions préparatoires régionales et sous-régionales et de la quinzième session de la Commission des établissements humains.

C. Rapports nationaux

5. Les rapports nationaux constitueraient l'un des éléments essentiels pour l'établissement des deux grands rapports précités. Ils pouvaient s'écarter quelque peu en fonction des circonstances propres au pays, mais ils devaient être structurés suivant le schéma retenu pour les deux grands rapports thématiques. Ils pourraient également comprendre des monographies spécifiques. On devrait y faire figurer les indicateurs nationaux du logement et un plan d'action national avec mention des principes suivis pour son élaboration. Cela permettrait de synthétiser plus facilement les rapports nationaux pour l'établissement des deux grands rapports thématiques. Les rapports nationaux devraient être rédigés avec la plus large collaboration possible de groupes nationaux et de groupes d'intérêt.

6. On trouvera ci-après, à titre d'exemples, une liste de questions qui pourraient être traitées dans les rapports nationaux sur la base des recommandations des volets du programme Action 21 relatifs aux établissements humains.

a) Etablissements humains viables

- i) Des directives pour la planification et la gestion urbaines et rurales ont-elles été adoptées et appliquées dans les domaines de la gestion foncière, de la gestion de l'environnement urbain, de la gestion des infrastructures et des finances et de l'administration municipale?
- ii) Quelles mesures ont été prises pour accélérer la dépaupérisation dans les zones urbaines, notamment par la création d'emplois à l'intention des pauvres, en particulier des femmes, par la fourniture, l'amélioration et l'entretien des infrastructures et services urbains et par l'appui aux activités économiques dans le secteur non structuré, comme les réparations, le recyclage, les services et le petit commerce?
- iii) Quelle assistance spécifique a été fournie aux couches les plus démunies de la population urbaine moyennant, entre autres, la création d'infrastructures sociales pour atténuer la faim et le problème des sans-logis et la fourniture de services communautaires suffisants?
- iv) Quelles mesures ont été prises pour encourager la création d'organisations communautaires autochtones, d'organisations bénévoles privées et d'autres types d'entités non gouvernementales propres à contribuer aux efforts de dépaupérisation et à améliorer la qualité de la vie des familles à faible revenu?
- v) Quelles stratégies d'urbanisation novatrices sont à l'étude en vue de résoudre les problèmes environnementaux et sociaux tout en réduisant les subventions en faveur des services environnementaux et autres - de haut niveau (en ce qui concerne, par exemple, l'alimentation en eau, l'assainissement, la collecte des déchets, les routes, les télécommunications) en faveur des quartiers des groupes à revenu élevé - en recouvrant la totalité des frais consentis?

- vi) Quelles dispositions ont été prises pour améliorer les infrastructures et les services fournis dans les zones urbaines les plus pauvres et quelle assistance extérieure a été obtenue à cet effet et, pour l'adoption d'une approche intégrée à l'égard de cette amélioration?
 - vii) Quelles mesures ont été prises pour mettre au point des stratégies locales visant à améliorer la qualité de la vie et le cadre de vie, englobant des décisions concernant l'utilisation des sols et la gestion foncière, les investissements dans les secteurs public et privé et la mobilisation des ressources humaines et matérielles, permettant ainsi de promouvoir un développement économique qui soit écologiquement rationnel et non préjudiciable pour la santé de l'homme?
 - viii) Qu'a-t-on fait pour renforcer les systèmes d'information sur les zones urbaines?
 - ix) Quelles mesures ont été prises pour atténuer la pression sur les grandes agglomérations urbaines?
 - x) Quelles dispositions ont été prises pour réexaminer les processus et les politiques d'urbanisation en vue d'évaluer les incidences environnementales de la croissance et d'appliquer des méthodes de planification et de gestion urbaines adaptées aux besoins, aux ressources disponibles et aux caractéristiques des villes moyennes en expansion dans le pays?
 - xi) Quelles mesures ont été prises pour institutionnaliser une approche participative en matière de développement urbain viable, fondée sur un dialogue permanent entre les acteurs de l'urbanisation (le secteur public, le secteur privé et les collectivités) en particulier les femmes et les populations autochtones?
 - xii) Quelles mesures ont été prises pour améliorer l'environnement urbain par la promotion de l'organisation sociale et de la sensibilisation à l'environnement moyennant la participation des collectivités locales à l'identification des services publics nécessaires, à la fourniture d'infrastructures urbaines et aux aménagements d'utilisation collective?
 - xiii) Quelles mesures ont été prises en vue de la formulation et de la mise en oeuvre de programmes Action 21 au niveau local?
- b) Logement adéquat
- i) Mesures prises pour fournir un logement aux personnes démunies sans-abri et aux groupes vulnérables;
 - ii) Comment le pays a adopté une stratégie nationale du logement aux objectifs fondés, selon qu'il convient, sur les principes et recommandations énoncés dans la Stratégie mondiale du logement jusqu'en l'an 2000 et/ou comment il a renforcé une telle politique?

- iii) Quelles mesures de protection ou de coercition sont prévues par la loi contre les expulsions abusives de logements ou de terrains?
- iv) De quel appui bénéficient les efforts de logement déployés par les pauvres des zones urbaines et rurales, les sans-emploi et les groupes dépourvus de revenu et non desservis, par l'adoption de codes et règlements et/ou l'adaptation de ceux qui existent déjà, afin de faciliter leur accès aux terrains, aux financements et à des matériaux de constructions de faible coût et en encourageant activement la mise en conformité aux normes ou l'amélioration des établissements marginaux et des taudis urbains - cette mesure constituant un expédient et une solution pragmatique au manque de logements en zone urbaine?
- v) Quel accès ont les pauvres des zones urbaines et rurales au logement par l'adoption et l'application de programmes de logement et de financement et de nouveaux mécanismes novateurs adaptés à leur situation?
- vi) De quelles stratégies de logement respectueuses de l'environnement disposent le pays, l'Etat/la province ou les communes au moyen de dispositifs institutionnels mis en place pour leur mise en oeuvre, y compris des partenariats, entre les secteurs privé, public et communautaire et avec le concours des organisations communautaires?
- vii) Quels programmes ont été formulés et mis en application pour réduire l'impact de l'exode rural par l'amélioration des conditions de vie en milieu rural?
- viii) Quels programmes de réinstallation ont été mis au point et appliqués pour s'attaquer aux problèmes particuliers aux populations déplacées dans les différents pays?
- ix) Quel système existe pour assurer le suivi de la mise en oeuvre des stratégies nationales du logement en utilisant, notamment, les directives de suivi adoptées par la Commission des établissements humains ou les indicateurs de performance relatifs au secteur du logement qu'élaborent conjointement le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et la Banque mondiale?
- x) Si le pays bénéficie ou non de programmes de coopération bilatérale et multilatérale pour appuyer la mise en oeuvre de la stratégie nationale du logement et les types précis d'assistance nécessaires à cette fin.

D. Exposition commerciale mondiale et forum

7. Sous réserve d'une étude de faisabilité et de la participation de représentants du pays hôte, il serait prévu un forum sur le thème "Technologie et questions intéressant la construction et l'environnement". Cette manifestation serait autofinancée et s'appuierait sur des documents spéciaux, des forums spécialisés sur les résultats concrets de projets, des stands de produits à différents niveaux de complexité et des démonstrations techniques. Les sujets présentés à titre d'illustrations seraient :

/...

- a) Construction et produits et systèmes de construction;
- b) Financement des logements économiques;
- c) Commercialisation et courtage efficaces : rôle des intermédiaires;
- d) Organisation et création de groupes de pression et de coalitions nationales pour le logement et la vie urbaine;
- e) Adductions d'eau (urbaines et rurales);
- f) Systèmes d'égouts écologiquement sains (urbains et ruraux);
- g) Systèmes d'isolation;
- h) Systèmes de chauffage et d'énergie;
- i) Systèmes d'électricité et de plomberie;
- j) Planification, développement et projets de gestion de l'énergie urbaine sur une base écologiquement saine;
- k) Systèmes efficaces de registres fonciers et de transferts;
- l) Technologie des communications.

Des publications sur l'état des connaissances et des techniques pourraient être produites sur ces sujets et constitueraient un produit important de la Conférence Habitat II.